

Niederanven, le 4 août 2022

AVIS AU PUBLIC

Conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que par décision du Ministre ayant dans ses attributions le Travail du 14 juillet 2022 (Autorisation N° **1/2022/0229/145**) la société **PROXIMUS Luxembourg S.A.** a obtenu l'autorisation relative à *l'exploitation d'un site d'installations radioélectriques fixe sur un terrain inscrit au cadastre de la Commune de Niederanven sous le numéro 4/634, section E de Gréngewald (jonction A1-A7).*

Le dossier est déposé pour inspection à la mairie de Niederanven, 18, rue d'Ernster, L-6977 Oberanven à partir du 4 août 2022 pendant 40 jours.

Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la Constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir du jour de la publication de la présente décision.

Pour le collège échevinal,

le bourgmestre ff,


Jean Schiltz

le secrétaire,


Bob Scholtes

Niederanven, le 4 août 2022

AVIS AU PUBLIC

Conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que par décision du Ministre ayant dans ses attributions le Travail du 15 juillet 2022 (Autorisation N° **3A/2022/1458/179**) **Madame BERGER** a obtenu l'autorisation relative à *l'exploitation d'un monte-escaliers à Oberanven, 37, Bei der Aarnesch.*

Le dossier est déposé pour inspection à la mairie de Niederanven, 18, rue d'Ernster, L-6977 Oberanven à partir du 4 août 2022 pendant 40 jours.

Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la Constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir du jour de la publication de la présente décision.

Pour le collège échevinal,

le bourgmestre ff,


Jean Schiltz

le secrétaire,


Bob Scholtes